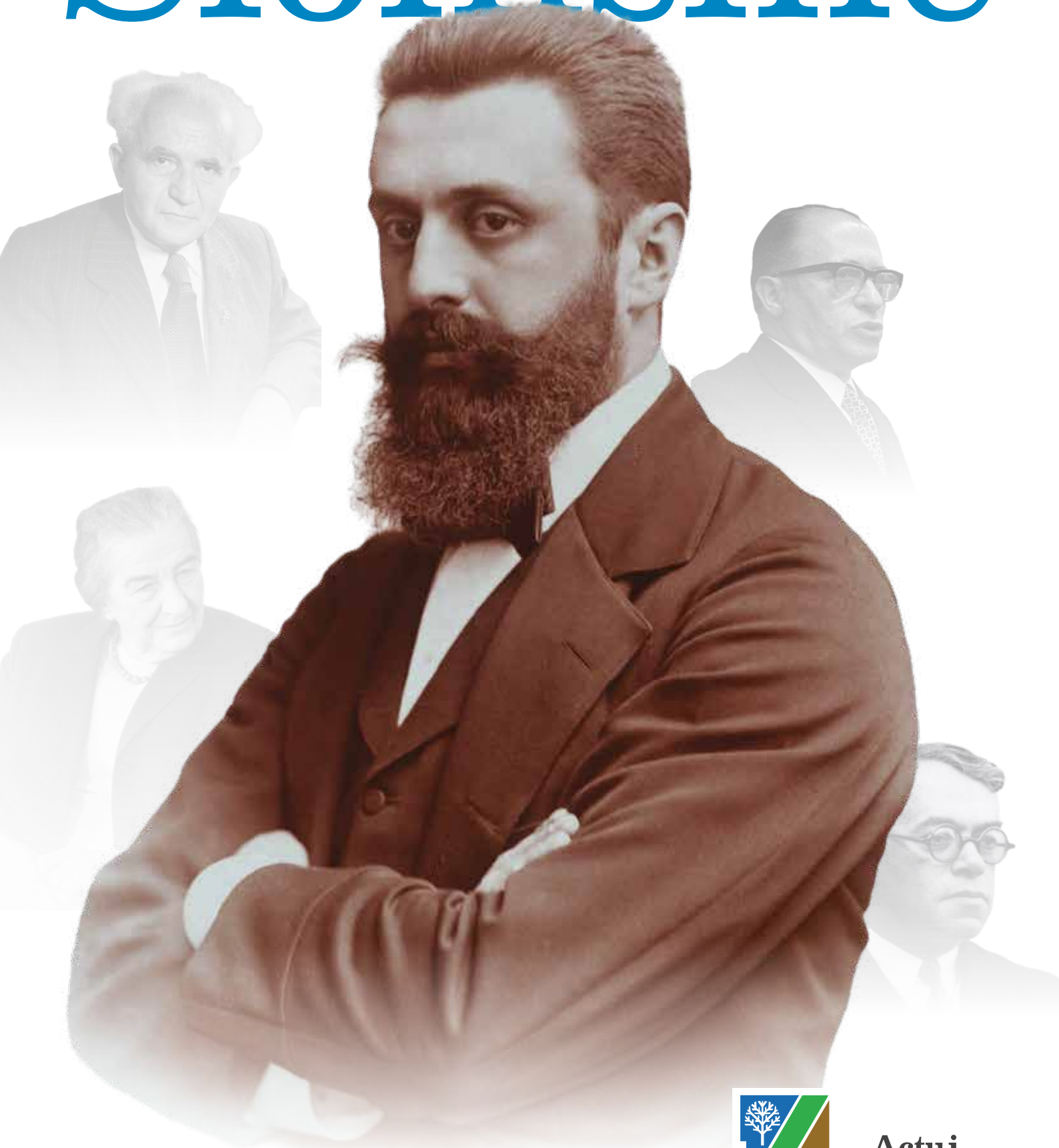


La Grande Histoire du Sionisme



Actuj
EN PARTENARIAT AVEC

Une histoire du sionisme : transmettre pour construire

Un peuple qui ne transmet pas son histoire finit toujours par la voir écrite par d'autres. Depuis plus d'un an, le KKL de France publie dans Actualité Juive une page consacrée à l'histoire du sionisme. À travers cette série, notre objectif est clair : revenir aux sources d'un mouvement qui a profondément transformé le destin du peuple juif et conduit à sa renaissance nationale en terre d'Israël.

Le sionisme n'est pas une idée abstraite. C'est une histoire concrète, faite de débats intellectuels, de courants politiques, de pionniers et de bâtisseurs. Des femmes et des hommes qui, génération après génération, ont transformé une aspiration ancienne en projet politique, puis en réalité avec la création de l'État d'Israël.

Dans un monde saturé de slogans, de simplifications à outrance et de contre-vérités, il est plus nécessaire que jamais de remettre de la profondeur historique dans le débat. Comprendre le sionisme, c'est comprendre l'une des grandes dynamiques de l'histoire contemporaine du peuple juif, mais aussi la nature du lien qui unit ce peuple à sa terre et à son État.

C'est dans cet esprit que ce livret a été conçu. En le parcourant, le lecteur trouvera des repères essentiels pour comprendre les idées, les débats et les figures qui ont façonné cette histoire.

Cette transmission n'est pas seulement un travail de mémoire. Elle répond aussi à une responsabilité très actuelle.

Depuis le 7-October, une nouvelle génération s'est révélée. En Israël, dans l'engagement militaire et civil. En France, dans les mouvements de jeunesse, sur les campus et dans l'espace public.

Face aux caricatures, aux accusations et aux récits qui contestent la légitimité même d'Israël, cette jeunesse ne demande pas des slogans. Elle demande des repères, des connaissances et une histoire solide sur laquelle s'appuyer.

C'est aussi l'une des missions du KKL. Fondé en 1901 pour participer concrètement à la renaissance nationale juive, le Keren Kayemeth LeIsrael accompagne depuis plus d'un siècle la construction d'Israël : mise en valeur des terres, gestion de l'eau, reboisement et implantation humaine. Aujourd'hui encore, il agit pour protéger les populations civiles et contribuer à la reconstruction des régions frappées par la guerre.

Les textes rassemblés dans ce livret proposent au lecteur un parcours à travers les idées, les débats et les figures qui ont façonné l'histoire du sionisme et en éclairent les enjeux contemporains.

Mais cette transmission n'est pas seulement un travail de mémoire. Elle donne à une génération les repères et la conscience historique nécessaires pour continuer à construire l'avenir. ■

Le sionisme n'est pas une idée abstraite. C'est une histoire concrète, faite de débats intellectuels, de courants politiques, de pionniers et de bâtisseurs.

LA GRANDE HISTOIRE DU SIONISME

Depuis le 7-October 2023, Israël fait face à une guerre existentielle déclenchée par l'attaque barbare du Hamas. Dès les premiers jours, le **KKL de France** s'est mobilisé sans relâche pour soutenir le peuple d'Israël. Mais sa mobilisation ne s'est pas arrêtée là car une autre guerre s'est déployée sur un terrain tout aussi crucial : celui de l'information.

Les réseaux sociaux sont inondés de mensonges orchestrés pour délégitimer Israël. L'antisémitisme, cet antisémitisme qui ne se cache plus, prospère. On assiste à une inversion cynique des responsabilités : l'État juif, en droit de se défendre contre le terrorisme, est accusé de génocide, alors qu'il lutte pour sa survie contre un ennemi qui instrumentalise sa propre population.

Face à cette propagande des islamistes et des idiots utiles de l'Occident, nous appelons à une prise de conscience collective face à cette manipulation des faits.

Le KKL de France a choisi d'agir. Nous le faisons déjà à travers l'organisation de conférences et de débats partout en France, de voyages en Israël et d'interventions auprès de la jeune génération. Nous le ferons désormais à travers cette page dans *Actu J*. Une semaine sur deux, vous aurez l'occasion de vous replonger dans l'histoire d'Israël, des premières Alyot de la fin du 19^{ème} siècle jusqu'à la guerre menée aujourd'hui par Israël sur sept fronts. Cette rétrospective rétablira des vérités historiques pour vous aider à lutter contre la propagation des *fake news* et des détournements fallacieux. Soyons tous acteurs de notre destin commun !

Le renouveau du nationalisme juif au XIX^{ème} siècle

C'est l'une des pages les plus lumineuses du mouvement des nationalités au dix-neuvième siècle : le réveil de la conscience et de la fierté juives. Ce réveil a été un phénomène culturel profond et intensément émancipateur. Les pogroms de Kichinev

en Russie tsariste (1881) et le choc traumatique de la condamnation du capitaine Dreyfus en France (1894-1895) font resurgir un antisémitisme violent en réaction duquel des penseurs juifs développent une réflexion nouvelle : l'autodétermination du peuple juif dans un foyer national établi sur la terre de ses ancêtres. Un immense espoir se lève dans le cœur des juifs opprimés du monde....

Parmi eux, Moses Hess et Léon Pinsker. Moses Hess défend l'idée d'un peuple juif doté d'une identité propre, intrinsèquement liée à son héritage historique. Quant à Léon Pinsker, il plaide pour un État juif, seul garant de la sécurité des Juifs face aux persécutions qui sévissent en Europe. Ces idées posent les bases du sionisme politique, qui émergera sous l'impulsion de Theodor Herzl.

En parallèle de ce qui se joue en Europe, le Yishouv, la communauté juive multiséculaire présente en Eretz Israël, participe de ce renouveau national, plusieurs années avant les premières Alyot des

années 1880. Les Juifs de la région commencent à s'affirmer comme une minorité nationale au sein de l'Empire ottoman et exigent d'être reconnus comme tels. ■



DU CÔTÉ DU KKL

Fondé en 1901, lors du 5^e Congrès sioniste, le Keren Kayemeth Lelsrael (KKL), le fonds national juif, est l'instrument du renouveau national du peuple juif sur sa terre ancestrale. Créé pour acquérir et développer des terres en Eretz Israël, il a joué un rôle fondamental dans la construction du futur État juif. Grâce aux dons de la diaspora, notamment via la célèbre boîte bleue, le KKL a permis l'achat de plus de 150 000 hectares de terre, mettant en place une politique volontariste de redéploiement agricole et de repeuplement juif. Il a favorisé la création des premières villes et villages pour accueillir les pionniers des premières et secondes Alyot, tout en aménageant des terres agricoles et en lançant les premières plantations d'arbres. Symbole du retour à la terre, le KKL incarne la vision sioniste de faire reflourir un pays délaissé et d'y établir durablement un foyer national juif. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Hovevei Tzion, les « Amants de Sion »

Les « Amants de Sion » (Hovevei Tzion) est le nom d'un mouvement juif populaire, social et national, actif entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle et dont le but était le renouveau du peuple d'Israël, par le retour vers Sion et la reconstruction de sa patrie. Il a été initié en Russie en 1881 par le

médecin d'Odessa Léon Pinsker, auteur de l'essai *Autoémancipation* (1882). En 1884, au congrès de Katovitz, son ami Herman Shapira propose aux Hovevei Tzion de créer un fonds d'achat de terres en Palestine, pavant la voie à ce qui deviendra le Fonds national juif : KKL.



POUR ALLER PLUS LOIN



Autoémancipation, avertissement d'un juif russe à ses frères, de Léon Pinsker (Mille et une nuits)
Tirant les conséquences de l'antisémitisme, Léon Pinsker signe le premier et vibrant manifeste politique du sionisme.



Une histoire intellectuelle et politique du sionisme (1860-1940), de Georges Bensoussan (Fayard)
Une somme indispensable sur les fondations intellectuelles et politiques du sionisme, par l'un de leurs plus éminents spécialistes.

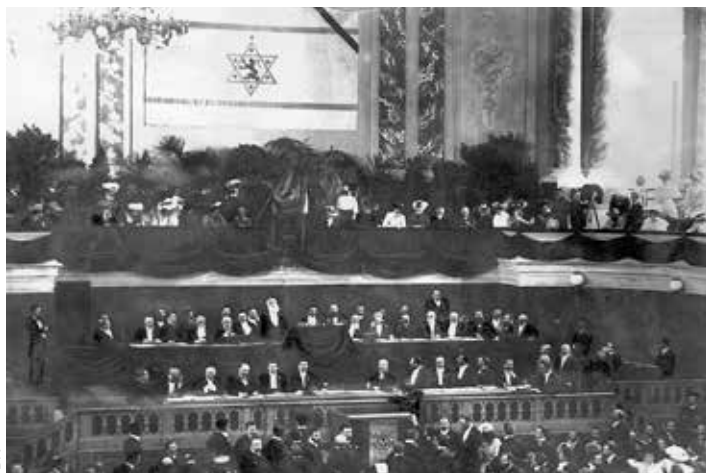


Le quiz 100% sionisme du KKL
Ce livret diffusé dans le magazine *Adama* de Pessa'h, mais aussi auprès de toute la communauté éducative, est conçu pour toute la famille. « Connaître notre histoire, nos valeurs et les contributions du KKL à la renaissance d'Israël nous permet de répondre à la désinformation et d'affirmer notre identité avec fierté », estime Robert Zbili, président du KKL. Il entend faire de ce jeu une opportunité d'apprentissage, de partage et de défense de nos valeurs.

Scanner le QR Code



Le 1^{er} Congrès sioniste de Bâle



DR

A la fin du XIX^{ème} siècle, le judaïsme européen est tiraillé entre l'émancipation promise par la modernité politique et l'antisémitisme qui gangrène les sociétés. Dans cette atmosphère, un homme, le journaliste austro-hongrois Theodor Herzl, comprend que l'assimilation est une impasse pour les Juifs et rêve d'un État national indépendant. Une patrie retrouvée. Un havre sûr. Cette vision prophétique, il la théorise dans son livre *L'État des Juifs* (1896) qui résonne comme un manifeste, un an et demi avant

l'affaire Dreyfus. Mais il lui faut une assemblée, un moment fondateur pour concrétiser cette espérance millénaire et poser les bases du futur État juif. Il convoque un Congrès sioniste à Bâle du 29 au 31 août 1897. Deux cents délégués - rabbins, écrivains, médecins, étudiants, intellectuels - de dix-sept pays d'Europe se retrouvent à l'hôtel « Les Trois Rois » parmi lesquels Max Nordau, Zvi Shapira, Nathan Birnbaum et David Wolffsohn.

Pendant trois jours, les débats sont intenses et donnent lieu à des décisions majeures : la création de l'Organisation sioniste mondiale pour structurer le mouvement, la définition du sionisme (« Un foyer national juif en Palestine ») et la création

d'un Fonds national pour acquérir les terres. « A Bâle, j'ai fondé l'État juif », écrira Theodor Herzl dans son journal. « Si je le disais à voix haute, on me rirait au nez. Peut-être dans cinq ans, sûrement dans cinquante, tout le monde le comprendra » ... ■

DU CÔTÉ DU KKL

Dès ses débuts, la boîte bleue du KKL était présente dans des millions de foyers juifs à travers le monde : en Europe, en Amérique, en Afrique du Nord, même jusqu'en Inde ou en Iran. Plus qu'une boîte pour mettre des pièces, c'était un rituel familial, presque sacré, chargé de sens. Elle était souvent posée sur un buffet, une étagère, dans un coin spécial de la maison, mais aussi dans les écoles juives et les lieux de culte. Chaque pièce déposée était le symbole de l'arbre qu'on plantait en Eretz Israel. Pour beaucoup de Juifs qui ne pouvaient pas immigrer ou qui vivaient dans des conditions difficiles, c'était une façon d'avoir un lien concret avec la Terre promise. Aujourd'hui, la boîte bleue est toujours dans nos maisons et elle a désormais sa version digitale à travers une appli, pour les dons en ligne. Elle incarne notre chaîne de transmission sans cesse réactivée, en dépit des épreuves. On en a retrouvée, calcinées, dans les décombres du kibboutz Kfar Aza. Telle la promesse dans de meilleurs lendemains. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le KKL, tout un symbole

Keren Kayemeth Lelsraël ou Fonds National Juif - sont les initiales qui disent tout de la mission de cette grande institution à travers le siècle. En hébreu, « *keren* » veut dire la « *corne* », ancêtre du porte-monnaie dans l'Antiquité, devenu par extension le « *fonds* », soit le principe de collecter les dons via la célèbre boîte bleue. « *Kayemeth* », c'est « *l'existence* », ici

la « *pérennité* », et « *Le Israel* », pour Israël. Quant aux couleurs du drapeau du KKL : le bleu, le vert et le marron, elles symbolisent respectivement l'eau, les forêts et le peuplement. Sans oublier l'amandier qui orne le logo, premier arbuste à pousser lors de la fête de Tou Bichvat !

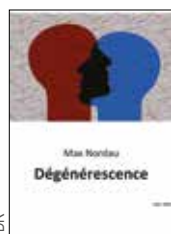
POUR ALLER PLUS LOIN



DR

L'État des Juifs (Der Judenstaat) de Theodor Herzl (La Découverte)

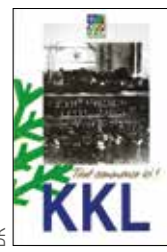
Le livre fondateur du père du sionisme politique. « *Je ne considère la question juive ni comme une question sociale, ni comme une question religieuse. C'est une question nationale et pour la résoudre, il nous faut en faire une question politique universelle* », écrit-il.



DR

Dégénérescence de Max Nordau (SHS Éditions)

Une analyse des sociétés de la fin du XIX^{ème} siècle en déclin qui alimenteront le concept de régénération morale et physique du peuple juif à travers le sionisme.



DR

Tout commence ici : l'histoire du KKL

Édité par le KKL de France lors des 120 ans de l'institution, ce livre richement illustré et documenté revient sur la grande aventure du

KKL. De décennies marquantes en personnages et dates clés qui vont façonner la physionomie d'Israël, l'ouvrage égrène les grandes réalisations du KKL et ses missions dans les domaines du reboisement, de la gestion de l'eau, l'agriculture de pointe, le tourisme, l'éducation au milieu des années 2000 et la recherche et développement... Les derniers chapitres consacrés aux sources du sionisme et aux différentes Alyot pionnières sont un must de pédagogie.

Se le procurer auprès du KKL : info@kkf.fr

Theodor Herzl, le songe devenu réalité

Dans ses *Mémoires*, Stefan Zweig ne tarit pas d'éloges sur le futur fondateur du sionisme politique. En romancier, il évoque aussi « sa longue barbe de prêtre » et ses « yeux mélancoliques ». Theodor Herzl naît en 1860. Son milieu de naissance est des plus conformes : celui de la bourgeoisie juive assimilée de Budapest. Sa famille pense qu'il n'y a aucune menace tangible pesant sur les juifs en terre européenne. Rien dans sa formation ne prédestine Theodor à prendre passionnément, et à bras-le-corps, le sort de son peuple. Doué d'un incontestable talent d'écriture, il possède toutes les facilités d'un dandy et se fait embaucher par l'influente *Neue Freie Presse*. Il est reconnu, fêté, même adulé. Mais pour quoi se bat-il sinon pour sa propre gloire ? Fin 1894, il est à Paris,



comme correspondant de son journal. Il assiste à la dégradation du capitaine Alfred Dreyfus. « *Je suis innocent* », clame l'accusé. Herzl est bouleversé au tréfonds. Sa vision du monde vient d'effectuer une révolution copernicienne. Envahi par la gravité, Herzl comprend que l'antisémitisme est indéracinable. Deux

ans après, le journaliste martèle dans *L'État des Juifs* la nécessité d'un État national pour son peuple diasporique. Penseur devenu homme d'action, sa diplomatie fait des merveilles, notamment à la tête de l'Organisation sioniste mondiale. Les adhésions affluent, depuis les Amants de Sion (*Hovevei*

Tsion). En 1899, Herzl décide de parachever son œuvre politique avec le Fonds national juif : l'achat de terres en Palestine pour des agriculteurs juifs commence. Quarante-neuf ans exactement avant la naissance d'Israël! ■

DU CÔTÉ DU KKL

En 1903, le KKL concrétise sa mission avec l'achat de sa première parcelle de terre en Palestine ottomane, dans la région de Zikhron Yaakov. Modeste en superficie, cette acquisition marque un véritable tournant : pour la première fois dans l'histoire moderne, une terre est achetée au nom du peuple juif tout entier. Elle est déclarée inaliénable, c'est-à-dire qu'elle ne pourra jamais être vendue, garantissant ainsi sa vocation nationale. L'opération est menée malgré des conditions difficiles : terres marécageuses et tensions avec les populations arabes locales. Pourtant, elle incarne pleinement l'idéal sioniste de rédemption de la terre, avec des pionniers prêts à affronter les défis sanitaires, économiques et politiques du Yichouv naissant. Cet acte fondateur, survenu de son vivant - Herzl mourra l'année suivante - prouve que son rêve commence à prendre racine concrètement en Eretz Israël. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Iconique

Sur le balcon de l'hôtel « Les Trois Rois » à Bâle, en 1901, Theodor Herzl incarne le projet sioniste. C'est là, face au Rhin, qu'il saisit le rôle stratégique de la ville : cinq congrès s'y tiennent entre 1897 et 1901. Cette photographie devient symbole. Herzl voit loin, vers l'avenir d'un peuple



rassemblé. Bâle lui offre une scène, un écho. « *À Bâle, j'ai fondé l'État juif* », une déclaration visionnaire, inscrite dans les cœurs...

POUR ALLER PLUS LOIN

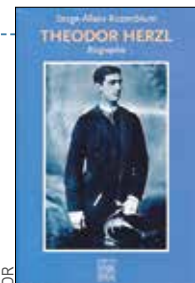


Le Monde d'hier - Souvenirs d'un Européen de Stefan Zweig (Le livre de poche)

Au cours de sa vie, Stefan Zweig a croisé le destin de maints personnages célèbres mais Theodor Herzl « fut le premier homme de premier plan dans l'histoire universelle ». Il fit sa connaissance en 1901 à Vienne, alors qu'il avait à peine 20 ans. Un souvenir marquant, une rencontre fondatrice.

It is No Dream - The life of Theodor Herzl - (Moriah Films)

Ce biopic retraçant la vie de Theodor Herzl est raconté par Ben Kingsley et Christoph Waltz. Produit par Moriah Films et soutenu par le Centre Simon Wiesenthal, il est proposé en intégralité sur YouTube.



Theodor Herzl - biographie, de Serge-Allain Rozenblum (Editions

du Félin). Dans cette biographie minutieuse, au terme d'une enquête aux Centre des archives sionistes de Jérusalem, Serge-Allain Rozenblum retrace la vie passionnée - et tumultueuse - du père du sionisme politique en révélant un personnage de grande culture, qui rêvait d'une « *Palestine idéale reconquise sur les déserts et les rochers* ».

Le 1^{er} Congrès sioniste de Bâle



«*était une «foi», celle d'Eliezer Ben Yehouda. Pour lui, si les Hébreux avaient la chance de posséder une langue dans laquelle ils pouvaient désormais écrire, ils pouvaient aussi la parler, en revenant sur la terre de leurs ancêtres. Désormais... car c'est dans le sillage du mouvement de la Haskala, au XVIII^{ème} siècle, que son utopie linguistique est née. Ce courant moderniste juif, porté par des intellectuels («maskilim») tels que Moses Mendelssohn, prônait l'utilisation de la langue hébraïque en dehors des*

domaines de l'étude et de la prière. Une forme de sionisme avant l'heure - un sionisme culturel - où le retour à l'identité était lié à une réappropriation par la langue, avant celle de la terre.

Lorsqu'il nourrit son projet, Eliezer Ben Yehouda s'appelle encore Eliezer Perlman. bercé par le courant des Lumières juives, le jeune homme a quitté sa Lituanie natale pour venir étudier la médecine à Paris. Nous sommes au temps des premières Alyot et surtout de l'affaire Dreyfus, qui le bouleverse. Avec sa fiancée, Déborah, ils décident de faire leur Alyah en 1881. Un nouvel être brûle en lui et surtout un projet: transformer la langue du Livre en langue du vivant.

Perlman hébraïse son patronyme et ira même jusqu'à imposer à tous les membres de sa famille, y compris à

ses enfants, Itamar Ben-Avi (Ben-Zion) et Dola, de ne parler que l'hébreu à la maison et à l'école, entraînant pour eux un isolement déchirant... En 1890, Ben Yehouda fonde (chez lui) le Comité de la langue hébraïque et invente une multitude de mots courants d'hébreu moderne. Ce comité deviendra l'Académie de la langue hébraïque en 1953. Ben Yehouda a également rédigé le premier dictionnaire

d'hébreu moderne du monde, dont cinq volumes ont été publiés entre 1908 et 1922, l'année de sa mort. ■

POUR ALLER PLUS LOIN



Le rêve traversé d'Eliezer Ben Yehouda, suivi des Mémoires du premier enfant hébreu d'Itamar Ben-Avi (Éditions Desclée de Brouwer)
Dans son autobiographie, Ben Yehouda relate son engagement pour faire revivre l'hébreu et offre une puissante réflexion sur les mécanismes d'acquisition du langage chez les enfants.



Juifs par les mots, de Amos Oz et Fania Oz-Salzberger (Gallimard) Le grand écrivain israélien et sa fille explorent les ressorts de la transmission de l'identité juive et soutiennent que c'est la force de la parole et de l'écrit qui a permis au judaïsme de traverser les époques.

L'hébreu - 3000 ans d'histoire de Mireille Hadas-Lebel (Albin Michel)
L'historienne, spécialiste de l'histoire du judaïsme et de la langue hébraïque, livre une synthèse accessible de l'histoire de l'hébreu depuis ses origines à sa renaissance moderne.

LEXIQUE AMOUREUX DU SIONISME

Sionisme: ציוניזם

De Sion, l'un des noms antiques de Jérusalem. Traduit l'aspiration millénaire des Juifs à revenir à Sion après la destruction du second Temple. Correspond au mouvement politique né à la fin du XIX^{ème} siècle par Theodor Herzl.

Moshav: מושב

De l'hébreu *yashav* («S'asseoir» ou «Habiter»). Village agricole coopératif fondé sur l'exploitation individuelle des terres. Le premier moshav fut celui de Nahalal, créé en 1921 par le KKL, dans la vallée de Jezréel, en Galilée.

Kibboutz: קיבוץ

De l'hébreu *lekabetz* («rassembler»). Village agricole collectiviste fondé sur les principes socialistes égalitaires.

Eretz Israël: ארץ et Medinat Israël: מדינת

Si le premier désigne la terre d'Israël dans sa dimension biblique, religieuse et historique, le second renvoie à l'entité

politique moderne fondée en 1948, soit l'État d'Israël.

Adama: אדמה

Signifie la terre. Sa racine est aussi à l'origine du mot Adam («homme» ou «être humain») traduisant la relation organique et spirituelle entre l'homme et la terre.

Mayim: מים

Signifie eau. Sa forme plurielle reflète peut-être des représentations symboliques d'eaux multiples: les eaux d'en haut et d'en bas, les eaux de vie et de chaos.

'Ets: עץ

Signifie arbre (ou parfois bois). Dans la Torah, 'Ets possède une forte charge symbolique, notamment dans les récits de la Genèse: 'Ets ha-Hayyim (l'arbre de vie), 'Ets ha-Da'at (l'arbre de la connaissance).

Ilan: אילן

Signifie aussi arbre, mais vient de l'araméen et possède une connotation plus littéraire et poétique. Ilan est aussi un prénom masculin populaire en Israël.

Hasbara: הסברה

De l'hébreu *lehasbir* («expliquer»). Désigne les éléments d'information pour expliquer le point de vue d'Israël. Une sorte de diplomatie positive luttant contre la désinformation.

L'achat des terres dès la fin du XIX^e siècle

Dès sa création, le KKL joue un rôle central dans la mise en œuvre du projet sioniste, en orchestrant l'achat de terres en Palestine mandataire pour y établir des implantations juives. Dans son livre *Les origines du conflit israélo-arabe (1870 – 1950)*, l'historien Georges Bensoussan précise que les achats de terres réalisés par les Juifs datent de 1882... «*Entre 1899 et 1914, (ces) achats se concentrent dans la plaine côtière marécageuse, la vallée de Jezréel (Galilée) et la vallée du Jourdain. De 22000 dounams* en 1882, la*

propriété juive passe à 422000 dounams en 1914.

Le KKL commence ses acquisitions en 1902, sous l'Empire ottoman, avec l'achat des terres de Hulda, Kineret et Ben Shemen. Il transforme des marécages insalubres et des sols en friche en des terres cultivables : le renouveau agricole juif n'était plus un rêve, mais une réalité... Ces acquisitions étaient souvent fragmentaires et réalisées dans un contexte juridique difficile, les lois ottomanes limitant l'achat par des non-sujets de l'Empire.

Sous le mandat britannique, le KKL bénéficie d'un cadre

juridique plus souple, bien que les tensions arabes et les restrictions britanniques (Livre blanc de 1939) limitent les achats dans certaines régions. Entre 1918 et 1948, il acquiert environ 933 000 dounams (933 km²), soit 3,5 % (26000 km²) du territoire total de la Palestine mandataire. Précisons qu'à lui seul, le désert du Néguev représente la moitié de la surface de la Palestine mandataire

(13000 km² sur 26000 km²) En 1948, les Juifs détiennent environ 6 à 7 % du territoire de la Palestine mandataire (1,5 million de dounams), dont plus de la moitié appartenait au KKL. Ces terres étaient déclarées propriété nationale (non vendables) et inaliénables, confiées à des agriculteurs ou des kibboutzim pour un usage collectif. ■

*Un dounam égale 0,1 hectare



DR

LE SAVIEZ-VOUS ?

La « boîte bleue »

Née en 1901, la boîte bleue du KKL fut conçue pour collecter des dons destinés à acheter des terres en Eretz Israël. Présente dans les foyers juifs du monde entier, elle incarnait un geste simple mais puissant : participer au retour du peuple juif sur sa terre. Symbole d'un sionisme populaire, elle reliait chaque pièce donnée à un arbre planté, une terre acquise, un avenir enraciné. Elle demeure l'icône d'un engagement

collectif et d'une espérance partagée.



DR

DU CÔTÉ DU KKL

Dès les premières années de son existence, le KKL acquiert des terrains dans la vallée de Jezréel, à Hadera ou à Hulda, posant les fondations d'une présence agricole juive. Ces achats sont rendus possibles grâce au soutien de philanthropes visionnaires. Parmi eux, Yona Kremenetzky, industriel viennois et premier président du KKL, joue un rôle déterminant.

Son engagement est rejoint par des figures comme Itshak Leib Goldberg, mécène lituanien qui finance, dès 1902, un terrain de 20 hectares à Ben Shemen, puis ceux du mont Scopus, futur site de l'université hébraïque de Jérusalem. Le baron Edmond de Rothschild ou encore David Wolfsohn appuient également cette dynamique.

Sur le terrain, Yeoshoua Henkin, représentant du KKL, mène des négociations complexes avec les propriétaires ottomans pour concrétiser ces achats. Grâce à ces pionniers et à l'appui de milliers de donateurs du monde juif partout dans le monde, naissent les premiers villages collectifs. Le KKL, bras foncier du mouvement sioniste, amorce ainsi l'histoire d'un retour à la terre nourri d'idéaux et d'action. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Les origines du conflit israélo-arabe (1870 – 1950)

de Georges Bensoussan (Éditions Que sais-je ?)

Dans cet ouvrage rigoureux et documenté, l'historien retrace les racines historiques, politiques et idéologiques du conflit israélo-arabes, bien avant 1948. Naturellement, il consacre des passages à l'achat des terres, source de tensions avec le monde arabe.



DR



La saga de la boîte bleue du KKL

La petite boîte bleue du KKL est bien plus qu'un objet. Elle est le témoin d'une grande aventure collective : celle d'un peuple dispersé qui a choisi de se réapproprier sa terre par l'acte de donner. Née en 1901, à l'initiative de Yona Kremenetzky, et inspirée d'une idée simple proposée par Haïm Kleinman, employé de banque en Galicie, elle incarne la conviction que chaque Juif, où qu'il vive, peut être acteur de la rédemption d'Eretz Israël. Le contexte est celui d'un tournant historique. Face à l'antisémitisme croissant, illustré notamment par l'affaire Dreyfus, Theodor Herzl œuvre à convaincre diplomates et mécènes

de financer un foyer national juif. Mais il se heurte au refus des grands barons de la finance juive. C'est alors qu'à Bâle, lors du Ve Congrès sioniste, naît une intuition lumineuse : la terre d'Israël doit appartenir à tout le peuple juif. Pour y parvenir, il faut la racheter - pierre après pierre - par un effort collectif. Ainsi voit le jour le Keren Kayemeth LeIsraël (Fonds national juif), et avec lui, un outil de collecte emblématique : la boîte bleue. Déposée dans chaque foyer juif, chaque école, chaque synagogue, chaque mouvement de jeunesse, elle recueille les pièces du quotidien, devenant un lien concret et affectif entre la diaspora et la terre

ancestrale. Chaque geste, aussi modeste soit-il, participe à l'achat de terres, à la plantation d'arbres, à l'édification d'un avenir en Israël. Les émissaires du KKL, porteurs de cette boîte, traversent les communautés et rallument l'espérance. À travers elle, c'est une mémoire, un rêve, une responsabilité partagée qui s'expriment. Aujourd'hui encore, malgré la modernité des modalités de don, la boîte bleue continue à être collectée par le KKL de France et reste un symbole vivant du sionisme populaire, de la solidarité juive et de l'histoire d'un peuple bâtisseur. ■



Rachel Khan
Écrivain

« Elle était là, posée, muette. La boîte bleue. Une étoile de David au milieu. On y glissait des pièces, des espoirs pour une Terre. C'était l'enfance. Celle de ma mère et de sa mère avant elle. Le bruit des pièces tombait. Sec. Clair. Ça disait : ça se remplit. Pour Israël. Rien ne pesait. Sauf ce métal. Sauf cette idée. Donner pour que ça pousse. Là-bas. Une boîte. Un monde. La boîte bleue que j'ai sur ma table, que ma fille aura et sa fille après elle »



Idan Raichel lors d'une visite dans les locaux du KKL de France

Jérémie Houry
Commissaire
général des EEIF

« L'un des grands principes de l'éducation, c'est de faire commencer un projet à l'enfant par une action accessible. Cela permet de ne pas confronter l'enfant à un projet trop ambitieux, trop difficile, qui risquerait de le décourager. Quoi de plus simple que de glisser une pièce dans une boîte bleue ? Et pourtant, ce geste à la portée de tous les enfants permet de planter des arbres, de

développer la vie en Israël, de créer un lien concret avec la terre, et d'unir le peuple juif à son histoire. Pédagogiquement, la petite boîte bleue est aussi précieuse qu'un shofar, une 'hanoukia ou les bougies de chabbat. Un objet simple, une action simple ! »

POUR ALLER PLUS LOIN

La boîte bleue dans votre smartphone !

La boîte bleue existe désormais en version digitale à travers l'application « KKL Boîte Bleue », à télécharger gratuitement sur toutes les plateformes.



Les premières floraisons de villages agricoles



Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, le retour du peuple juif à la terre a été annoncé par la plupart des théoriciens du sionisme politique, de Léon Pinsker à Ber Borokhov. Ils se référaient à Tolstoï et pensaient, avec lui, que le travail de la terre allait participer à

«l'autoémancipation du peuple juif», à sa «régénération». Grâce au KKL, ce «réenracinement» libérateur a pris une forme méthodique et très concrète. Pour preuve: dès la première année de la création du KKL, en 1901, un terrain de 20 hectares près de Hadera a été offert à la nouvelle institution. Trois années après sa création,

le KKL a enchaîné les achats, tant sur les terres de Kfar Hittim, près du kibboutz de Houlida, et à Bet Arif. Ses dirigeants insistaient alors pour qu'on distingue bien la notion d'«achat» de celle de «rédemption» de la terre. La «rédemption» signifiait l'acquisition de parcelles auprès des propriétaires non juifs, tandis que l'acquisition de terres relevait de l'achat de propriétés déjà défrichées appartenant à des Juifs. Un premier massif forestier planté par le KKL a été dédié, à la fin de l'année 1904, à la mémoire de Theodor Herzl, décédé peu avant: la forêt Herzl, proche de Houlida. En 1909, une parcelle proche du

lac de Tibériade a été allouée à des pionniers qui fondèrent Degania, baptisée la «mère» des kibboutzim. Jusqu'en 1910, le KKL acheta des terres en Eretz Israël, y installa des pionniers et fit fructifier le sol. Le KKL n'a pas négligé, non plus, la fondation d'institutions éducatives et culturelles. C'est en 1911 que fut créée la première ferme coopérative de Merhavia, le premier village agricole de la vallée de Jezréel. Ses pionniers appartenaient au mouvement Hachomer. Beaucoup intégrèrent ensuite les rangs de la Haganah. Un deuxième village agricole, Tel Adash, fut fondé dans la vallée de Jezréel en 1916, par des membres de l'Hachomer. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

kibboutz et moshav, deux conceptions du retour à la terre

Nés dans l'élan pionnier du début du XX^e siècle, les kibboutzim et les moshavim incarnent deux modèles communautaires distincts au cœur de l'implantation juive en Eretz Israël. Le Kibboutz, dont le premier fut fondé en 1909, à Degania, repose sur un idéal socialiste et collectiviste. Les terres, les revenus et les moyens de production

sont entièrement communs. Ce modèle visait à créer un «homme nouveau» hébreu, détaché de la propriété privée. Le moshav, apparu dans les années 1920, mêle, quant à lui, coopération et propriété individuelle. Cette forme plus souple a permis à des dizaines de milliers d'immigrants de s'installer avec une autonomie familiale préservée.

DU CÔTÉ DU KKL

Quand le KKL transformait les marécages et le désert en villages

Le KKL a mené des travaux concrets qui ont transformé la géographie d'Eretz Israël. Dans la vallée de Jezréel, il a acheté 2 200 hectares de terres marécageuses et les a drainées dès 1921, permettant la création de kibboutzim comme Ein Harod et Tel Yossef. En Galilée, il a assaini la plaine de la Houla, autrefois infestée de moustiques porteurs du paludisme, et l'a préparée pour la culture et l'élevage. Au-delà du drainage, le KKL a planté plus de 4 millions d'arbres entre 1908 et 1939, créant des forêts comme celles de Ben Shemen et Hulda, qui servaient aussi de barrières contre l'érosion et la désertification. Il a aménagé plus de 560 km de routes et chemins agricoles, facilitant l'accès aux villages naissants. Le KKL finançait également l'adduction d'eau. Dans la région du Sharon, il a foré des puits profonds pour alimenter les moshavim nouvellement fondés par des immigrants yéménites. À Herzliya, créée en 1924 sur des terrains acquis par le KKL, l'institution a aidé à installer un système d'irrigation moderne. Ses ingénieurs agronomes formaient les pionniers aux techniques agricoles et importaient des plants d'agrumes pour diversifier la production. Ainsi, le KKL ne se contentait pas d'acheter la terre, il en faisait un levier de renaissance nationale en la rendant habitable, fertile et structurée pour accueillir kibboutzim, moshavim et nouvelles villes. ■

POUR ALLER PLUS LOIN



Retour à Altneuland. La traversée des utopies sionistes de Denis Charbit (L'Éclat/poche)

Cette étude revient sur les utopies qui sont au fondement de l'idée sioniste tant sur le plan social et politique que culturel. L'auteur fait une large place aux kibboutzim et à la naissance des premiers villages agricoles, au tournant des années 1900.



Vers la terre d'Israël, d'Anne Grynberg (Découvertes/Gallimard)

Le livre d'Anne Grynberg s'intéresse à ce moment charnière où les Amants de Sion fondent les premiers villages juifs de la Palestine moderne, et où, parallèlement, Theodor Herzl structure l'idéologie sioniste avec, en son cœur, l'utopie désirable du retour à la terre.



Autoémancipation !, de Léon Pinsker, (Éditions Mille et une nuits)

En septembre 1882, le docteur Léon Pinsker, médecin à Odessa, dresse un diagnostic alarmant de la condition juive en diaspora. Il propose, pour résoudre cette vulnérabilité «atavique», une auto-émancipation, le retour à Sion, et notamment la transformation du juif «exilique» en cultivateur de sa terre ancestrale.

Des accords secrets « Sykes-Picot » au plan de partage des Nations Unies : le long chemin vers l'État d'Israël (1916-1947)

Trente ans avant la renaissance d'Israël, les grandes puissances redessinaient le destin du peuple juif. Derrière les cartes, les traités et les promesses, un seul chemin tracé : la détermination du mouvement sioniste à faire revivre un État juif sur sa terre ancestrale.

Entre la fin de l'Empire ottoman et la création de l'État d'Israël, de nombreuses propositions de partage de la Terre d'Israël ont jalonné l'histoire du sionisme politique. Ces plans reflètent les tensions entre promesses diplomatiques, aspirations nationales juives et rivalités géopolitiques.

Tout commence en pleine Première Guerre mondiale. En mai 1916, les accords secrets «**Sykes-Picot**», signés entre la France et le Royaume-Uni, planifient le démantèlement de l'Empire ottoman. La Palestine y est placée sous régime international. Déjà, la singularité de cette terre est actée, bien qu'aucun projet sioniste n'y figure encore.

Mais dès le printemps 1917, le mouvement sioniste remporte un premier succès. Le **4 juin 1917**, la France, par la voix

de **Jules Cambon**, adresse une lettre au dirigeant sioniste Nahum Sokolow : elle y affirme son soutien à «*la renaissance en Palestine d'une nationalité juive*». La déclaration reste discrète, mais son importance symbolique est considérable.

Quelques mois plus tard, le **2 novembre 1917**, la **déclaration Balfour** donne une impulsion décisive. Le ministre britannique des Affaires étrangères Arthur Balfour déclare que «*le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif*». Pour le mouvement sioniste, c'est une reconnaissance officielle sans précédent.

Ces engagements trouvent une consécration juridique en **avril 1920**, lors de la **conférence de San Remo**. Les puissances alliées y confient à la Grande-Bretagne un **mandat sur la Palestine**, avec pour mission d'y mettre en œuvre la déclaration Balfour. Ce mandat est entériné par la **Société des Nations** en 1922 : le droit du peuple juif à retrouver sa terre reçoit une validation internationale.

Mais très vite, l'hostilité arabe se fait sentir. Les émeutes de 1920, de 1929, puis la «grande révolte



arabe de 1936-1939», traduisent une opposition radicale au projet sioniste. Pour Londres, la situation devient ingérable.

En **1937**, la **Commission Peel** propose un premier plan de **partition** : un État juif réduit (20% du territoire), un État arabe, et Jérusalem sous contrôle international. Le Yishouv (la communauté juive en Palestine mandataire) accepte mais à contrecœur. Les dirigeants arabes refusent catégoriquement.

En **1939**, le **Livre blanc britannique** marque un recul dramatique : l'immigration juive est plafonnée à 75 000 personnes sur cinq ans, alors que les Juifs fuient les persécutions nazies. Le foyer national promis est mis en suspens. L'espoir, pourtant, ne faiblit pas.

Après la Shoah, le monde découvre l'ampleur de l'extermination. Le combat du Yishouv s'intensifie, porté par l'Alyah Bet (l'immigration clandestine des Juifs vers la Palestine), les actions de la Haganah (l'armée clandestine juive) et l'appui croissant de l'opinion publique. La pression

devient telle que le mandat britannique ne tient plus.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopte la **résolution 181** : un plan de partage en deux États, un juif et un arabe, avec Jérusalem sous régime international. Le Yishouv accepte. Les pays arabes et les représentants arabes de Palestine rejettent cette ultime chance d'éviter la guerre. Le lendemain, les hostilités éclatent. ■



POUR ALLER PLUS LOIN

The Case for Israel d'Alan Dershowitz, Ed. John Wiley & Sons
 Le juriste américain revient sur les circonstances de la renaissance de l'État d'Israël en s'appuyant sur les archives de l'ONU. L'ouvrage est en anglais.

Israel : a Simple Guide to the Most Misunderstood Country on Earth, de Noa Tishby, Ed. Free Press

L'ancienne envoyée spéciale d'Israël en charge de la lutte contre l'antisémitisme et la délégitimation d'Israël analyse le plan de partage et les guerres israélo-arabes successives.



Atlas géopolitique d'Israël de Frédéric Encel, Editions Autrement.
 Démographie, frontières, ressources énergétiques : près de 100 cartes et infographies sont réunies dans cet ouvrage essentiel, pour mieux comprendre la géopolitique d'Israël.

14 mai 1948, l'Indépendance d'Israël

« **ERETZ-ISRAEL** (la Terre d'Israël) fut le berceau des Juifs. C'est là que s'est formé leur identité spirituelle, religieuse et politique. C'est là qu'il accéda à la souveraineté, forgé des valeurs culturelles d'importance nationale et universelle, et qu'il donna au monde le Livre des Livres, éternel.

Exilé de force de sa terre, le peuple n'a jamais perdu la foi en elle tout au long de sa dispersion et n'a jamais cessé de prier et d'espérer son retour et la restauration en elle de sa liberté politique.

Porté par cet attachement historique et traditionnel, les Juifs s'efforcèrent, génération après génération, de se rétablir dans leur antique patrie. Ces dernières décennies, ils y revinrent en masse. Pionniers, *ma'pilim* (immigrants gagnant Eretz-Israël en dépit des lois restrictives) et défenseurs, ils ont fait fleurir les déserts, ressuscité la langue hébraïque, construit des villages et des villes et créé une communauté prospère, maître de sa propre économie et de sa culture, aimant la paix mais sachant se défendre, apportant les bénédictions du progrès à tous les habitants du pays et aspirant à une nation indépendante.

En l'an 5657 (1897), à l'appel du père spirituel de l'État juif, Theodore Herzl, le premier Congrès sioniste s'est réuni et proclamé le droit du peuple juif à une renaissance nationale dans son propre pays.

Ce droit a été reconnu dans la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917, et réaffirmé dans le mandat de la Société des Nations qui, en particulier, offra une approbation internationale à la relation historique entre le peuple juif et Eretz-Israël et au droit du peuple juif d'y reconstruire son foyer national.

La catastrophe qui frappa récemment le peuple juif - le massacre de millions de Juifs en Europe - a démontré une fois encore l'urgence de résoudre le problème de son absence de patrie, en rétablissant en Eretz-Israël l'État juif, qui ouvrirait largement ses portes à tout Juif et conférerait au peuple juif le statut de membre à part entière de la communauté des nations.

L'âme de la Déclaration

La Déclaration d'indépendance d'Israël est bien plus qu'un acte fondateur : elle incarne l'âme d'un peuple revenu sur sa terre après deux millénaires d'exil et de persécutions. Elle proclame l'État juif en Eretz-Israël, enraciné dans la justice, la liberté et la paix. Elle affirme l'égalité pleine et entière de tous ses habitants, juifs et arabes, et tend la main aux Nations du monde pour bâtir un avenir commun de dignité et d'espérance. Sans avoir valeur de constitution, dont l'État hébreu ne s'est jamais doté, cette Déclaration demeure un texte fondateur d'une modernité remarquable, affirmant dès 1948 démocratie, égalité et aspiration à la paix.

Les rescapés de l'holocauste nazi en Europe, ainsi que les Juifs venus d'autres parties du monde, ont continué à immigrer vers Eretz-Israël, imperturbables face aux difficultés, aux restrictions et aux dangers, et n'ont jamais cessé d'affirmer leur droit à une vie de dignité, de liberté et de travail honnête dans leur patrie nationale.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la communauté juive de ce pays contribua pleinement à la lutte des nations éprises de liberté et de paix contre les forces du mal nazies et, par le sang de ses soldats et son effort de guerre, a gagné le droit d'être comptée au nombre des peuples fondateurs de l'Organisation des Nations unies.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopta une résolution appelant à l'établissement d'un État juif en Eretz-Israël ; elle invita les habitants d'Eretz-Israël à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre cette résolution. Cette reconnaissance par les Nations unies du droit du peuple juif à établir son État est irrévocable.

Ce droit est le droit naturel du peuple juif d'être maître de son destin, comme toute autre nation, dans son propre État souverain.

EN CONSÉQUENCE, NOUS, MEMBRES DU CONSEIL DES PEUPLES, REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE D'ERETZ-ISRAËL ET DU MOUVEMENT SIONISTE, REUNIS EN CE JOUR DE LA FIN DU MANDAT BRITANNIQUE SUR ERETZ-ISRAËL, EN VERTU DE NOTRE DROIT NATUREL ET HISTORIQUE, ET FORTS DE LA RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, DÉCLARONS PAR LA PRÉSENTE L'ÉTABLISSEMENT D'UN ÉTAT JUIF EN ERETZ-ISRAËL, QUI SERA CONNU SOUS LE NOM D'ÉTAT D'ISRAËL.

NOUS DÉCLARONS qu'à compter de la fin du Mandat ce soir, veille de Chabbat, 6 Iyar 5708 (15 mai 1948), et jusqu'à l'établissement des autorités régulières élues de l'État conformément à la Constitution qui sera adoptée par l'Assemblée constituante élue au plus tard le 1er octobre 1948, le Conseil du peuple agira comme Conseil d'État provisoire, et son organe exécutif, l'Administration du peuple, constituera le Gouvernement provisoire de l'État juif, qui sera appelé « Israël ».

L'ÉTAT D'ISRAËL sera ouvert à l'immigration juive et au rassemblement des exilés ; il favorisera le

développement du pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur la liberté, la justice et la paix, telles que les ont conçues les prophètes d'Israël ; il garantira

l'égalité complète des droits sociaux et politiques à tous ses habitants, sans distinction de religion, de race ou de sexe ; il garantira la liberté de religion, de conscience, de langue, d'éducation et de culture ; il protégera les lieux saints de toutes les religions ; et il restera fidèle aux principes de la Charte des Nations unies.

L'ÉTAT D'ISRAËL est prêt à coopérer avec les organes et les représentants des Nations unies pour mettre en œuvre la résolution de l'Assemblée générale du 29 novembre 1947 et prendra des mesures en vue de réaliser l'union économique de l'ensemble d'Eretz-Israël.

NOUS EN APPELONS aux Nations unies pour aider le peuple juif à édifier son État et qu'elles admettent Israël au sein de la communauté des nations.

NOUS EN APPELONS - alors même que nous subissons depuis des mois une agression - aux habitants arabes de l'État d'Israël pour qu'ils préservent la paix et participent à l'édification de l'État sur la base d'une citoyenneté pleine et entière et d'une représentation équitable dans toutes ses institutions provisoires et permanentes.

NOUS TENDONS la main à tous les États voisins et à leurs peuples dans une offre de paix et de bon voisinage, et les appelons à établir des liens de coopération et d'entraide avec le peuple juif souverain établi dans sa propre terre. L'État d'Israël est prêt à

contribuer à un effort commun pour le progrès de tout le Moyen-Orient.

NOUS EN APPELONS au peuple juif de toute la Diaspora pour se rassembler autour des Juifs d'Eretz-Israël dans les tâches d'immigration et d'édification, et pour les soutenir dans la grande lutte pour la réalisation du rêve ancestral : la rédemption d'Israël.

METTANT NOTRE CONFIANCE DANS LE TOUT-PUISSANT, NOUS APOSONS NOS SIGNATURES À CETTE PROCLAMATION, EN CETTE SESSION DU CONSEIL PROVISOIRE DE L'ÉTAT, SUR LE SOL DE LA PATRIE, DANS LA VILLE DE TEL-AVIV, EN CETTE VEILLE DE CHABBAT, 5E JOUR D'YAR, 5708 - 14 MAI 1948 ». ■



DR

La Déclaration d'Indépendance, un socle commun

Le 14 mai 1948, dans une salle discrète du musée de Tel Aviv, fut proclamée l'Indépendance de l'État d'Israël. Les circonstances de la cérémonie furent à la hauteur de la tension de l'époque : pas de diffusion radio en direct, une réunion tenue dans la plus grande confidentialité et l'absence totale de public, afin d'éviter tout risque d'attaque ou de sabotage. Seuls les membres du Conseil national juif et quelques invités triés sur le volet assistaient à ce moment fondateur.

Trente-sept signataires apposèrent leur nom au bas de la Déclaration, représentant la diversité des courants politiques et sociaux du Yichouv : religieux et laïcs, sionistes travaillistes et révisionnistes, hommes et femmes, ashkénazes et séfarades. Cette pluralité reflétait l'unité nécessaire face à l'urgence historique, au lendemain du vote des Nations Unies et alors que la guerre menaçait déjà aux frontières.

Le texte de la déclaration, préparé dans l'urgence, fit l'objet de nombreux allers-retours et amendements. Les débats portèrent sur des questions essentielles : fallait-il mentionner le nom de Dieu ou se limiter à l'expression « *Tsour Israël* » (Roc d'Israël), formule volontairement ouverte à une double lecture, religieuse et laïque ? Devait-on définir précisément les frontières du futur État, au risque de se heurter aux réalités militaires changeantes ? Quelle place donner à l'égalité entre tous les citoyens, y compris les minorités arabes ? Autant



DR David Ben Gourion proclamant l'Indépendance de l'État d'Israël

de sujets qui divisèrent les rédacteurs et dont certains restent, jusqu'à aujourd'hui, sources de discussion et de tension au sein de la société israélienne.

À travers ce texte, Ben Gourion et ses pairs parvinrent néanmoins à un compromis historique : affirmer le droit du peuple juif à retrouver sa souveraineté sur sa terre, tout en esquissant les principes fondateurs d'un État démocratique. La Déclaration d'Indépendance reste, près de 80 ans plus tard, une référence politique et morale, un socle toujours débattu mais jamais remis en cause. ■

DU CÔTÉ DU KKL

C'est dans l'ancienne maison de Meir Dizengoff qu'eut lieu la cérémonie de Déclaration d'Indépendance de l'État d'Israël. Au décès de son épouse, le premier maire de Tel Aviv fit don du bâtiment à la ville, qui le transforma en musée d'art. Ce bâtiment n'appartenait pas directement au KKL-JNF, mais la salle, qui est désormais un musée, accueille régulièrement des cérémonies et des activités pédagogiques de l'organisation sioniste. Parmi les signataires, en revanche, figuraient des leaders du mouvement, comme Avraham Granovsky, directeur général du JNF à partir de 1940, et les responsables des institutions nationales, de l'Agence juive à l'OSM, qui coopéraient toutes étroitement à l'époque. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Déclaration d'Indépendance prévoyait la rédaction d'une Constitution mais faute de consensus sur son contenu, celle-ci n'a jamais vu le jour. Pour autant, et même si la Déclaration n'a pas force de loi, elle pose un certain nombre de principes directeurs qui ont pu, dans l'histoire, être employés par la Cour suprême comme outil d'interprétation. En l'absence de Constitution, Israël a promulgué ce qu'on appelle des « lois fondamentales », comme « la loi du retour » en 1950 et celle sur la propriété terrienne en 1960.

POUR ALLER PLUS LOIN

Journal 1947 - 1948 - Les secrets de la création de l'État d'Israël, de David



Ben Gourion (Ed. de la Martinière)

David Ben Gourion tenait un journal quotidien qui démarre à l'hiver 1947 et court jusqu'à la première guerre d'Israël, après la Déclaration d'Indépendance. Sa valeur documentaire est inestimable pour tout savoir, de l'intérieur, des circonstances qui ont abouti à la déclaration...

L'opinion française et la naissance de l'État d'Israël 1945 - 1949, de David Lazar. Ed. Calmann-Lévy

Ce livre essentiel et extrêmement documenté analyse la presse de l'époque et rappelle comment l'opinion publique française a, dans un premier temps, été émue



et a compris le rêve sioniste, après la découverte des camps nazis, avant de tanguer au gré des débats intellectuels et politiques, portés par la gauche, sur le bien-fondé du projet sioniste. Toujours d'actualité (hélas).

La guerre d'indépendance et le début du conflit israélo-palestinien

Le 14 mai 1948, Israël proclame son indépendance et, à peine né, se retrouve dans l'heure qui suit cerné par des armées coalisées pour l'anéantir. L'Irak, l'Égypte, la Syrie et la Transjordanie veulent la mort de l'État juif. Et redoublent d'efforts pour le détruire. Au sein même d'Israël aussi, des ennemis irréductibles et acharnés s'activent.

Le mufti de Jérusalem, ancien affidé de Hitler, lève une Garde nationale arabe pour miner de l'intérieur le pays. Dans ce contexte d'adversité paroxystique, l'héroïsme des Israéliens force le respect. Du 8 au 19 juillet 1948, au terme de durs combats, Israël repousse de haute lutte ses assaillants et réussit à faire émigrer environ 500 000 Arabes vers les pays voisins.

À ce stade, le pays n'est pas encore sauvé. Hélas. Il va falloir encore aux Israéliens de l'ingéniosité et de la bravoure, et se battre pied à pied. Ils auront sauvé le pays quand ils seront parvenus, au début du mois de janvier 1949, à repousser in extremis la dure offensive égyptienne, et à prendre le contrôle du Néguev comme de la Galilée. Israël est alors prémuni de la destruction.

La conscience s'impose toutefois à tous les citoyens du jeune État qu'il ne pourra plus jamais baisser la garde. Lucidité et vigilance, confirmées par le traumatisme du 7 octobre : l'intranquillité d'un qui-vive permanent appartient - sans doute définitivement - au destin d'Israël. ■

Contrairement à une idée souvent véhiculée, le plan de partage de 1947 ne mettait pas face à face deux mouvements nationaux équivalents. Il traduisait

la reconnaissance, par la communauté internationale, d'un mouvement national juif structuré, disposant d'institutions politiques, économiques et sociales solides, d'une administration fonctionnelle (le Yichouv) et d'une diplomatie active. En revanche, à la veille du vote du 29 novembre 1947, il n'existait pas de mouvement national palestinien organisé, ni de projet d'État porté par une direction reconnue.

Les représentants arabes de Palestine refusèrent la résolution 181 de l'ONU, soutenus par l'ensemble des États arabes qui rejetèrent toute idée de coexistence.



DR

Leur réponse fut la guerre. La défaite de 1948 bouleversa durablement la carte du Proche-Orient : l'État d'Israël vit le jour, tandis que les territoires arabes furent placés sous souveraineté étrangère. La Cisjordanie fut annexée par la Jordanie, et la bande de Gaza administrée par l'Égypte. Les Arabes de Palestine

palestinien, dans sa forme moderne, ne naîtra qu'en 1964, avec la fondation de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sous l'impulsion de la Ligue arabe, puis avec le soutien actif du KGB, les services secrets soviétiques.

Son discours et ses structures se construisirent en miroir d'Israël, dans une logique de revanche plus que de coexistence. Ce décalage historique et politique est essentiel à comprendre : alors que le sionisme avait mûri pendant plus d'un demi-siècle et trouvé



DR

devinrent ainsi citoyens jordaniens ou ressortissants égyptiens, sans existence politique autonome ni identité nationale distincte. Le mouvement national

sa concrétisation en 1948, le nationalisme palestinien ne s'est affirmé qu'après l'intégration de ces territoires sous contrôle jordanien et égyptien. ■

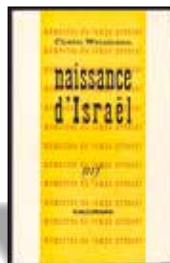
POUR ALLER PLUS LOIN



David Elkaim, *Histoire des guerres d'Israël : de 1948 à nos jours* (Texto, 2019)

L'auteur voit la guerre de 1948 comme le point fondateur d'un État intrinsèquement militarisé, en insistant sur la continuité entre les conflits : l'« obligation de la guerre » marque, dès l'origine, l'identité d'Israël.

Chaim Weizmann, *Naissance d'Israël* (Gallimard, 1957)



La genèse de l'État juif vu par l'un de ses instigateurs. Un témoignage sous forme d'essai mêlant récit personnel et justification idéologique.

Yoram Kaniuk, *1948* (Fayard, 2012)

Mémoire littéraire d'un combattant, âpre et



désenchanté. Avec beaucoup de subtilité, l'écrivain évoque un conflit vieux de plus de soixante-dix ans, et nous parle autant de la nécessité existentielle que du coût humain de la naissance d'Israël.

Les lois fondamentales, socle de la démocratie israélienne

L'État d'Israël est une démocratie sans constitution formelle, remplacée par un ensemble de lois fondamentales, adoptées par la Knesset depuis 1950. Elles tiennent lieu de « charpente normative » : l'organisation des différents pouvoirs, le statut de Jérusalem, les droits politiques, la dignité humaine, l'armée, le fonctionnement du gouvernement et de la justice... L'idée n'est pas née d'un homme, mais d'un compromis politique structurant au sein du premier Parlement : la « décision Harari » (1950) – du nom du député Yizhar Harari – établit que la Constitution serait élaborée par chapitres successifs, intégrés progressivement comme lois



DR

fondamentales, jusqu'à former un corps constitutionnel. Ces textes servent d'équilibre démocratique dans un pays sans séparation stricte entre l'exécutif et le législatif et au sein d'une société clivée entre visions laïques, nationales et

religieuses. Ils établissent les règles du jeu permettant à des forces idéologiques divergentes de coexister dans un cadre commun, notamment sur les questions de l'identité de l'État, du statut du chabbat, du mariage, ou du rapport entre

religion et État.

Leur force contraignante est atypique : elles ne sont pas, stricto sensu, « supérieures » comme une Constitution, mais la Cour suprême tend à les interpréter comme telles, pouvant invalider des lois ordinaires qui les contredisent. Elles ne sont, en outre, pas figées : de nouvelles lois fondamentales s'ajoutent (État-nation du peuple juif, en 2018) et d'autres sont amendées en fonction des confrontations politiques et des équilibres de coalition. Par construction, l'architecture constitutionnelle d'Israël est donc vivante, graduelle et débattue - reflet fidèle d'une démocratie fonctionnelle et en construction permanente. ■

Parmi les 13 lois fondamentales aujourd'hui en vigueur en Israël, 3 revêtent une importance particulière par leur caractère identitaire et idéologique structurant le projet sioniste.

La loi « Terres d'Israël », adoptée par la 4e Knesset le 25 juillet 1960, garantit la propriété des terres appartenant à l'État et au Fonds national juif (KKL) et interdit leur vente ou leur transfert à des particuliers.

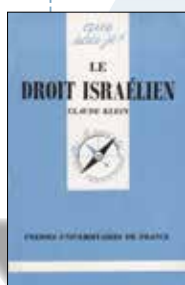
La loi « Jérusalem, capitale d'Israël », adoptée par la 9e Knesset le 13 décembre 1980, affirme la souveraineté d'Israël sur Jérusalem, une et indivisible, et s'engage à protéger les droits des croyants de toutes les religions.

La loi « Israël – État-nation du peuple juif », adoptée le 19 juillet 2018 par la 20e Knesset, proclame que la terre d'Israël est la patrie historique du peuple juif où il y réalise son droit à l'autodétermination. Elle avait suscité à l'époque de vifs débats émanant des communautés arabes israéliennes et druzes.

POUR ALLER PLUS LOIN

Le droit israélien de Claude Klein.
PUF, Que sais-je, 1990

Un classique pédagogique et rigoureux écrit par Claude Klein, ancien doyen de la faculté de droit de l'université hébraïque de Jérusalem. Il y explique comment Israël, sans Constitution codifiée et formelle, a développé un corpus de lois fondamentales depuis 1958 pour encadrer la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme et les institutions. Une bonne entrée en matière pour comprendre comment entre « État de droit » et « État du peuple juif », ces lois dessinent, non sans une certaine tension, une démocratie en mouvement constamment réinterprétée.



LES 13 LOIS FONDAMENTALES

- La Knesset (1958)
- Terres d'Israël (1960)
- Le président de l'État (1964)
- Le gouvernement (2001)
- L'économie de l'État (1975)
- L'armée (1976)
- Jérusalem, capitale d'Israël (1980)
- Le pouvoir judiciaire (1984)
- Le contrôleur de l'État (1988)
- Dignité et liberté humaines (1992)
- Liberté professionnelle (1994)
- Référendum (2014)
- Israël – l'État-nation du peuple juif (2018)

Du nord au sud d'Israël : quand les arbres tracent les frontières

Sur la terre d'Israël, planter est un acte politique. « *Là où la charrue juive trace son dernier sillon, là passera notre frontière* », disait Yossef Trumpeldor, figure pionnière de l'autodéfense juive. Depuis plus d'un siècle, le KKL ne plante pas seulement des forêts : il ancre le peuple juif sur sa terre, il donne corps à une souveraineté enracinée, visible, concrète, inscrite dans la durée et vécue par les générations successives.

Depuis sa fondation, le KKL a joué un rôle décisif dans la construction du pays par la mise en valeur de la terre. Dès 1929, les premières plantations de Birya affirment un droit et une présence. Dans les années 1950, la reforestation du mont Gilboa, tournée vers la vallée du Jourdain, répond à la nécessité de consolider les frontières nord-est du jeune État.

Plus au sud, la forêt de Yatir, plantée dans les années 1960, matérialise la vision de Ben Gourion : conquérir le désert et y implanter une vie agricole et humaine durable. C'est aujourd'hui la plus grande forêt plantée en zone semi-aride dans le monde.

Autour de Jérusalem, la Ceinture Verte,

imaginée dans les années 1970, protège les abords historiques de la capitale d'Israël, freine l'étalement urbain et offre à ses habitants des sentiers, des aires de loisirs et des espaces éducatifs.

Du mont Hermon jusqu'aux portes du Néguev, les forêts du KKL ne sont pas des éléments naturels isolés : elles sont des marqueurs de l'histoire nationale et des outils de cohésion. Là où l'arbre s'enracine, la continuité d'Israël se renforce ainsi que la capacité du pays à se projeter vers l'avenir tout en défendant son héritage. ■

La forêt de Yatir, plantée dans les années 1960, matérialise la vision de Ben Gourion

DU CÔTÉ DU KKL

Restaurer les forêts ravagées par la guerre

Fidèle à sa mission historique, le KKL-JNF est particulièrement impliqué dans la reconstruction du pays depuis le 7 octobre 2023. Il mène actuellement des campagnes de solidarité pour réhabiliter les forêts ravagées par les attaques terroristes du Hamas dans le Sud, et du Hezbollah au Nord. En reboisant plus beau, plus fort, et dans le respect de chaque écosystème local, le KKL souligne la proximité de la relation entre la nature et l'homme, comme des symboles de résilience et de

renouveau. Parmi les projets soutenus par le KKL-JNF, figure la restauration de la forêt de Be'eri, dont près de la moitié des 1 200 hectares a été endommagée, et celle de la forêt de Magen, près de la bande de Gaza. Toutes les deux ont subi des destructions colossales après les attaques terroristes du 7 octobre et il s'agit maintenant de dégager les zones sinistrées, de restaurer l'écosystème forestier, de replanter de nouveaux arbres et de soigner la flore existante.

Dans le Nord, la replantation de la forêt d'Amnon est devenue une urgence. À l'origine, destinée à offrir aux randonneurs des zones ombragées, cette forêt a été la cible de bombardements venus du Liban, qui ont détruit 2 900 hectares plantés par le KKL-JNF sur les 23 000 hectares de terrain. Pour soutenir ces projets, et en découvrir d'autres, rendez-vous sur le site : kkl.fr ■



1962

Forêt de Gilboa

FRED CHESNIK



2015

ALBATROSS

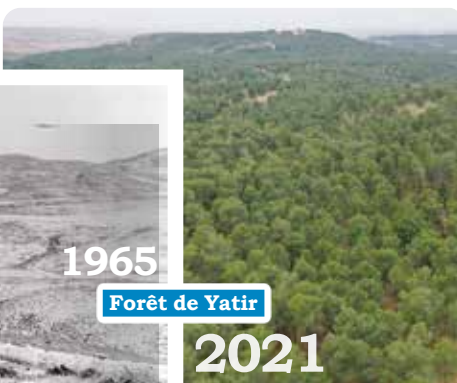


1965

Forêt de Yatir

EFFRAIM ORNY

2021



1945

Forêt de Birya

AVRAHAM MELAVSKI

2020



Les occasions de paix manquées

Depuis plus de trente ans, le processus de paix israélo-palestinien ressemble à une trajectoire brisée: un sursaut, puis le néant. Les accords d'Oslo en 1993 avaient pourtant ouvert une brèche inédite: reconnaissance mutuelle et horizon d'un compromis historique. Mais l'espoir s'est brisé sur les attentats-suicides dans les rues d'Israël et l'assassinat d'Yitzhak Rabin. En 2000, à Camp David puis à Taba en 2001, Israël propose les concessions les plus larges jamais mises sur la table: retrait massif, partage de Jérusalem, mécanismes pour les réfugiés. Arafat refuse et l'Intifada balaie ce qu'il restait de confiance. En 2003, l'initiative de Genève démontre qu'un accord complet, avec des concessions historiques, est techniquement possible; l'Autorité palestinienne choisit



(De g. à d.) Ehud Barak, Bill Clinton et Yasser Arafat

de ne pas s'en saisir. En 2008, Ehud Olmert offre 94 % de la Judée-Samarie, des échanges de territoires et un statut spécial pour les lieux saints. Mahmoud Abbas décline une offre qu'il ne retrouvera jamais. En 2019, le plan Trump tente de redéfinir les paramètres de la négociation. Les Palestiniens le rejettent avant même d'en discuter. Et aujourd'hui, après le 7 octobre, après le massacre et la brutalité sans précédent du

de ne pas s'en saisir. En 2008, Ehud Olmert offre 94 % de la Judée-Samarie, des échanges de territoires et un statut spécial pour les lieux saints. Mahmoud Abbas décline une offre qu'il ne retrouvera jamais. En 2019, le plan Trump tente de redéfinir les paramètres de la négociation. Les Palestiniens le rejettent avant même d'en discuter. Et aujourd'hui, après le 7 octobre, après le massacre et la brutalité sans précédent du

En dépit du 7 octobre, Israël cherche encore des voies de stabilité et de sécurité

générations sacrifiées. Rappeler ces occasions manquées n'est pas l'expression d'une nostalgie, c'est constater que la paix n'a jamais échoué faute d'offres, mais faute de partenaires. Et souligner qu'en dépit du 7 octobre, d'un cessez-le-feu très précaire à Gaza et d'une cocotte-minute prête à exploser en Judée-Samarie, Israël cherche encore des voies de stabilité, de sécurité et - si un jour un interlocuteur responsable se lève de l'autre côté - un accord durable. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Offrez des arbres !

Hanouka approche et vous cherchez une idée de cadeau originale ? En vous connectant sur le site kkl.fr ou en appelant au 01.42.86.88.88, vous pouvez planter des arbres pour vos proches et laisser ainsi une empreinte durable dans la terre d'Israël. 5 arbres coûtent 50 euros, soit en réalité 17 euros, après la réduction fiscale.

DU CÔTÉ DU KKL

Créer du commun

Outre l'aménagement et la préservation des espaces naturels, le KKL joue en Israël un rôle central dans la construction d'aménagements en faveur des populations civiles. Les aires de jeux, les parcs urbains, les zones d'ombre, les abris, les espaces de repos, sont à la disposition de l'ensemble des habitants du pays, de toutes les croyances et de toutes les origines.

Si certains répondent directement à des enjeux sécuritaires, ces espaces contribuent, dans une certaine mesure, à une forme de stabilité et de « paix civile ». Dans ces lieux sûrs, entretenus et partagés, le KKL favorise le bien-être de tous les Israéliens et il n'est pas rare d'y voir des moments de vie apaisés et apaisants pour les familles et les amis qui les fréquentent quotidiennement.

On connaît tous ces scènes de mixité sociale et religieuse, à faire pâlir ceux qui agitent à tout vent l'accusation d'« apartheid »... Pour découvrir ces infrastructures et soutenir les activités du KKL, en particulier les projets en cours, rendez-vous sur le site kkl.fr et sur les réseaux sociaux : @kkl_france (Instagram) et KKL de France (LinkedIn). ■

POUR ALLER PLUS LOIN



Atlas géopolitique d'Israël, Frédéric Encel, Éditions Autrement

Dans cet ouvrage de référence, le géopolitologue Frédéric Encel analyse les racines sociales, institutionnelles et historiques des tensions qui ont fait échouer les dynamiques de paix au Proche-Orient.



L'État d'Israël, sous la direction d'Alain Dieckhoff, Éditions Fayard

Publié à l'occasion du 60e anniversaire de l'État d'Israël, cet ouvrage collectif sous la direction du sociologue et directeur de recherche au CNRS, Alain Dieckhoff, dresse un bilan des échecs et des réussites d'Israël, notamment ses relations avec les États voisins, en analysant en profondeur ses institutions et ses pratiques politiques.

Ces Alyot qui ont bâti Israël

Comme une sève nourissante, des vagues d'Alyah successives ont contribué à la construction démographique et politique de l'État juif, depuis 75 ans. Dès sa fondation, David Ben Gourion ouvre grand les portes du jeune État aux Juifs de la diaspora. D'incessantes vagues d'olim vont ainsi venir enrichir les tissus conjonctifs d'une société israélienne devenue multiculturelle. De 1948 à 1952, une première Alyah fait affluer des Juifs d'Europe, pour beaucoup rescapés de la Shoah. Puis, face à la politique nassérienne anti-israélienne, cinq cent mille Juifs au total vont quitter l'Orient arabe et



l'Afrique du Nord, direction Tel Aviv. Ils apportent à Israël sa composante culturelle séfarade et mizrahi. Après le tournant politique et géopolitique de 1967, l'infléchissement de l'Union soviétique vers un antisémitisme d'État entraîne le départ de dizaines de milliers de Juifs soviétiques au cours des années 1970. Une première

réplique de cette première Alyah russo-soviétique aura lieu dans les années 1990, après la chute du mur de Berlin. De 1967 à 1991-1992, ce sont un peu plus de 1,5 million d'olim de Russie et d'Ukraine qui embrassent la terre d'Israël. En Éthiopie, le sauvetage de plusieurs milliers de Juifs éthiopiens (Beta Israël) a beaucoup occupé Israël, à

partir de 1982 jusqu'en 1985. Au début des années 2020, on estimait à 160 000 personnes le nombre d'Israéliens originaires d'Éthiopie. Dans la séquence 2012-2016, l'irruption du djihadisme « de troisième génération », porté par l'État islamique, intensifie les Alyot depuis la France et la Belgique. Par exemple, ce sont 7 231 Juifs qui rejoignent Israël depuis la France, au cours de la seule année 2014. Depuis 2014, et surtout depuis l'invasion de l'Ukraine par Poutine, les Alyot se sont intensifiées. On estime que la moitié des Juifs qui montent en Israël actuellement proviennent de Russie et d'Ukraine. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Adoptée en 1950, la « loi du retour » est une loi fondatrice de l'État d'Israël et permet à « tout Juif de s'installer en Israël », autrement dit de faire son Alyah. En 1970, elle connaît une modification majeure en élargissant ses principes : est désormais considérée comme juive toute personne née de mère juive ou convertie. Par ailleurs, ce droit est étendu aux enfants, aux petits-enfants et aux conjoints même s'ils ne sont pas juifs, selon la halakha.

DU CÔTÉ DU KKL

Construire au quotidien

Depuis sa création en 1901, le KKL n'a pas seulement planté des forêts ou créé des réservoirs d'eau : il a rendu possible le retour des Juifs sur leur terre ancestrale. Son rôle dans les différentes vagues d'Alyot est d'abord un rôle de bâtisseur du quotidien : acquérir et sécuriser des terres, préparer des espaces de vie, créer les conditions matérielles pour accueillir les familles pionnières dans les premières années du XXe siècle, puis des centaines de milliers de nouveaux immigrants au fil de vagues successives, depuis près de 80 ans. Au début du XXe siècle, quand les premières

Alyot agricoles cherchent à s'enraciner, le KKL intervient comme un outil concret au service du projet sioniste : il collecte l'épargne du peuple juif, acquiert des terres et les met au service de l'installation et du développement du Yichouv, puis de l'État d'Israël. Après 1948, avec l'afflux massif de rescapés d'Europe et de Juifs du monde arabe, la priorité devient l'accueil durable : il s'agit d'installer définitivement des centaines de milliers de nouveaux arrivants, de créer des villes et des villages, et de leur donner les infrastructures indispensables pour construire leur vie en Israël. Plus tard, lors

de l'Alyah des Juifs d'Éthiopie ou de l'ex-Union soviétique, le KKL accompagne l'intégration par des programmes de développement, d'éducation et d'environnement, dans le Néguev comme en Galilée. Aujourd'hui encore, l'Alyah n'est pas qu'un mot : c'est une réalité humaine qui suppose des logements, des emplois, des écoles... Fidèle à sa mission, le KKL agit sur le terrain pour que l'idéal sioniste devienne une réalité ancrée dans le temps - et que chaque nouvelle Alyah s'inscrive dans une continuité : construire, protéger, et faire prospérer Israël. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Exodus d'Otto Preminger

Adapté du roman de Leon Uris avec Paul Newman dans le rôle principal, *Exodus* met en scène l'épopée hors du commun du navire qui a transporté des rescapés de la Shoah vers la Palestine mandataire en 1947. Plus qu'un film historique, c'est un vibrant plaidoyer pour l'urgence et la nécessité du retour des Juifs sur leur terre.

Va, vis et deviens de Radu Mihaileanu



Ce film-événement de Radu Mihaileanu retrace la trajectoire d'un enfant éthiopien embarqué par sa mère dans « l'opération Moïse », menée par Israël entre novembre 1984 et janvier 1985. L'enfant grandit en Israël dans une famille aimante

qui s'attache à le protéger plus que tout des préjugés tenaces contre les Juifs éthiopiens.

Sallah Shabati d'Ephraïm Kishon



Un classique du cinéma israélien sorti en 1964 qui raconte, de façon douce-amère, l'arrivée en Israël d'un nouvel immigrant oriental et ses difficultés d'intégration. On ignore de quel pays est originaire le héros du film : il est, pour Kishon, le symbole de l'Alyah mizrahi et des tensions - injustes - qui ont accompagné leur venue en Terre sainte.

Des forêts aux écoles, le sionisme en héritage

Au milieu des années 2000, le KKL-JNF opère en Israël un tournant stratégique. L'institution, identifiée historiquement au reboisement et à l'aménagement des terres, prend acte d'un double défi : urbanisation accélérée et dilution du récit pionnier chez les jeunes. Elle décide alors de faire des paysages et des arbres des vecteurs d'éducation nationale, d'identité et de mémoire sioniste. Ce virage s'appuie sur une politique structurée : programmes co-construits avec le ministère de l'Éducation, formation d'enseignants, création de ressources pédagogiques et

intégration des sorties nature au cursus scolaire. Les centres éducatifs deviennent alors des « écoles hors les murs ». Yatir, Ness Harim, Tsipori, Shouni, Lavi ne sont plus seulement des espaces forestiers ou écologiques : ils deviennent des lieux de narration où se transmettent l'histoire des pionniers, la biodiversité, la gestion durable de l'eau, la prévention des incendies, la préservation des sols. Chaque site est pensé comme un laboratoire pédagogique sensoriel : apprendre en marchant, comprendre en observant, se souvenir en plantant.

Le KKL renforce aussi l'éducation informelle auprès des mouvements de jeunesse : scouts (Tsofim), Bné Akiva, Habonim Dror..., réseaux étudiants, ONG environnementales. Il finance la formation de *madrikhim* (animateurs), produit des kits ludiques pour les *mahanot* (séjours), et inscrit son action dans le calendrier civique israélien : Tou Bichvat - fête du KKL par excellence -,



Yom HaAtsmaout, Yom Yerouchalaïm, Yom HaShoah. La plantation d'arbres, geste fondateur du sionisme pratique, devient support de transmission : on ne plante plus seulement des arbres, on plante des repères.

À Tou Bichvat, fête de la sève et du renouveau, cette vocation prend tout son sens : éducation, transmission, enracinement. Tous les écoliers plantent un arbre, au même titre que les

femmes et hommes politiques ! Une même sève circule dans la société civile : celle d'un projet collectif qui relie la terre, la mémoire et l'avenir. Ce tournant éducatif réactive la logique profonde du sionisme : le paysage comme récit collectif. Là où les pionniers rendaient le rêve habitable par l'aménagement des terres, le KKL-JNF, dans son schéma directeur, veut rendre le rêve lisible et transmissible.



Les forêts deviennent un langage partagé, un bien commun éducatif, un trait d'union entre générations et milieux sociaux, en touchant notamment les populations en périphérie. Depuis le 7-October, cette mission a pris une dimension nouvelle : lutter contre la désinformation, renforcer la résilience, former une jeunesse capable de porter un leadership sioniste et écologique confiant, informé et actif. Le KKL développe aujourd'hui des formats adaptés et novateurs : podcasts scolaires, romans graphiques, treks éducatifs, ressources digitales, programmes campus et coopération européenne. Le geste éducatif s'est modernisé, mais la finalité demeure : faire grandir des jeunes pousses ! ■

LE « YAHAD TOUR »

Pédagogie sur les routes



Chaque été, la caravane éducative du KKL parcourt la France à la rencontre des colonies et camps scouts. En juillet dernier, sous l'égide conjointe de l'Agence juive, du KKL et de l'OSM, six animateurs franco-israéliens ont sensibilisé plus de 2000 jeunes à la connaissance et à l'amour d'Israël. En 2026, l'initiative se déploiera auprès de 30 organismes partenaires ! <https://www.kkl.fr/carnet-de-bord-yahad-tour/>

POUR ALLER PLUS LOIN



Les centres, au croisement des paysages

Yatir au seuil des déserts du Néguev et de Judée, Shouni dans la vallée du Nativ, Ness Harim dans les monts de Jérusalem, Tsipori en Galilée, Lavi dans les forêts de pins sont autant de lieux où s'invente un récit éducatif ancré dans les valeurs nationales, la nature, l'environnement et le patrimoine. Visite virtuelle en scannant le QR Code ci-contre.

Tou Bichvat : une tradition millénaire devenue la fête du KKL

Tou Bichvat, le 15 du mois de Chvat, est connu dans la tradition juive comme le « *Nouvel An des arbres* ». Son origine remonte à l'époque de la Michna (II^e siècle) qui fixe cette date comme repère juridique pour les lois agricoles : calcul des dîmes, statut des fruits, cycles de plantation. À l'époque biblique et talmudique, il s'agit d'abord d'un jalon technique, profondément lié au rythme de la Terre d'Israël, à ses pluies d'hiver et à la montée de la sève. L'amandier, emblème du KKL, en est le symbole. Au XVI^e siècle, à Safed, les maîtres de la Kabbale donnent à Tou Bichvat une dimension spirituelle nouvelle. Autour d'un Séder de fruits et de bénédictions, la fête devient méditation sur la création et la responsabilité de l'homme envers le monde vivant. Le tournant intervient en 1890 : à Zikhron Yaakov, l'enseignant Zeev Yavetz emmène ses élèves planter des arbres pour marquer Tou Bichvat. Le geste fait école. Lorsque le Keren Kayemeth



L'Israël est créé en 1901, puis commence ses activités concrètes en 1908, il fait de cette intuition un programme national : racheter les terres, les préparer, planter des forêts, retenir l'eau, redonner vie à des sols appauvris par des siècles d'abandon. Dès lors, Tou Bichvat devient la fête emblématique du KKL. Depuis plus d'un siècle, l'institution sioniste fait de cette fête son moment phare. Chaque arbre planté porte une

double signification : écologique et nationale. Écologique, parce qu'il lutte contre l'érosion, crée des espaces de biodiversité, protège les nappes phréatiques. Nationale, parce qu'il matérialise l'enracinement d'un peuple revenu bâtir son avenir en Eretz Israël.

Au fil des décennies, la coutume

s'étend à toute la société israélienne. Les écoles font de Tou Bichvat un temps éducatif majeur ; les enfants quittent les classes pour rejoindre forêts et collines ; associations, mouvements de jeunesse, unités de Tsahal, collectivités locales s'y associent. La Kneset a inscrit cette tradition dans son calendrier symbolique. Pour le KKL, Tou Bichvat n'est pas seulement un héritage : c'est une mission éducative. Les programmes développés dans les écoles juives du monde entier transmettent l'histoire du reboisement d'Israël, la gestion responsable de l'eau, la protection des espaces naturels. L'arbre devient un outil pédagogique : il apprend la patience, le sens du collectif, la conscience que chaque génération reçoit une terre à préserver. Ainsi, une date née des lois agricoles antiques est devenue un marqueur central de l'identité israélienne. Elle unit mémoire biblique, vision sioniste et défis environnementaux contemporains. Voilà pourquoi cette journée demeure la plus belle expression de l'attachement à la Terre d'Israël et de la vocation du KKL. ■

LE « TOU BICHVAT » TOUR

Chaque année, à cette période, le pôle Éducation du KKL de France déploie sa caravane pédagogique dans les écoles et les mouvements de jeunesse. À travers une riche palette d'activités éducatives autour de la fête, les équipes ont à cœur de faire découvrir aux enfants les paysages d'Israël. Les ados, quant à eux, approfondissent des sujets liés au développement durable, à la gestion de l'eau, et à la contribution

mondiale de l'État hébreu dans ces domaines. Ces activités marquantes transmettent des valeurs sionistes par le truchement du jeu et de méthodes actives. Cette année près de 3 000 jeunes seront concernés par le « Tou Bichvat Tour » à Paris et en région.

POUR ALLER PLUS LOIN



DR

Les mots de la nature en hébreu
Pour Tou Bichvat, le KKL édite le cahier pédagogique EKKOLOGIA, en partenariat avec A cours d'hébreu. Cette brochure, destinée aux jeunes des écoles et des mouvements de jeunesse, abonde de jeux et de quiz. On y apprend en s'amusant, le vocabulaire des arbres, des fruits et de l'écologie et on y découvre les missions du KKL. Pour se le procurer : kkl.fr (onglet Éducation).

Ressources pédagogiques
Les sites www.kkl.fr/departement-education-du-kkl/ et kkl.org.il/education regorgent de propositions d'activités pour les enseignants et éducateurs. Une mine d'infos créatives !

Le sionisme socialiste

Né à la fin du XIX^e siècle en Europe orientale, le sionisme socialiste, également appelé sionisme travailliste, constitue l'un des courants fondateurs du mouvement sioniste. Il émerge à la croisée de trois réalités : l'antisémitisme persistant en Europe, l'échec de l'émancipation des Juifs dans les sociétés modernes et la condition ouvrière précaire des masses juives d'Europe de l'Est. Pour ses penseurs, l'avenir du peuple juif n'est pas seulement politique ou religieux : il est aussi social, économique et moral. Le retour des Juifs sur leur terre ne peut se concevoir sans

une transformation profonde de l'homme juif lui-même. Au cœur de cette vision se trouve une idée simple et radicale : le travail, et en particulier le travail de la terre, constitue l'acte fondateur de la renaissance nationale. Redevenir producteur, bâtisseur, cultivateur, c'est rompre avec la condition d'exil, la dépendance et l'aliénation. Le sionisme socialiste rejette à la fois l'attente messianique et l'assimilation. Il propose une voie active : la construction d'une société juive nouvelle en Eretz Israël, fondée sur la justice sociale, la solidarité et l'égalité. Inspiré par le socialisme européen, il s'en distingue



DR

toutefois par une conviction centrale : sans cadre national juif, aucune émancipation sociale durable ne peut advenir. Des personnalités comme **Nachman Syrkin**, **Ber Borochov** ou **Aharon David Gordon** posent les bases idéologiques de ce courant, mêlant analyse sociale, idéal

pionnier et attachement profond à la terre. De cette synthèse naît une doctrine singulière : penser la renaissance nationale juive comme un processus actif, fondé sur le travail, l'organisation collective et la responsabilité humaine. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Du rêve sioniste à la réalité israélienne (La Découverte) de Mitchell Cohen

Une analyse approfondie des courants idéologiques du sionisme et de leurs rapports de force.

L'ouvrage accorde une place centrale au sionisme travailliste, à ses penseurs et à son rôle structurant dans la formation des institutions du Yishouv puis de l'État d'Israël.

L'imaginaire d'Israël (Calmann-Lévy) d'Anita Shapira analyse la culture politique façonnée par le sionisme socialiste. Elle montre comment les valeurs de travail, de responsabilité collective et d'engagement national ont

durablement structuré l'identité et les élites politiques israéliennes.

Les grandes figures

Le sionisme socialiste ne s'est pas limité à une élaboration doctrinale. Il a été porté et incarné concrètement par une génération de dirigeants pour lesquels l'engagement idéologique précédait et structurait l'exercice du pouvoir. Parmi eux, **David Ben Gourion** occupe une place centrale. Issu du monde ouvrier et profondément marqué par la pensée travailliste, il conçoit la souveraineté juive comme le fruit d'un effort collectif, organisé, discipliné et durable. À ses yeux, l'indépendance nationale repose d'abord sur la capacité d'une société à s'organiser, à produire et à assumer pleinement ses

responsabilités historiques. À ses côtés, **Berl Katznelson** joue un rôle déterminant dans la formation intellectuelle et morale du mouvement. Figure intellectuelle discrète mais influente, il contribue à forger une culture politique fondée sur l'éthique du travail, la solidarité sociale et la primauté de l'éducation. Son influence dépasse le champ théorique : il façonne durablement une génération de cadres convaincus que le projet sioniste ne peut survivre sans cohérence idéologique ni exigence morale. Cette tradition travailliste trouve également une expression politique durable

avec des figures comme **Golda Meir**, dont le parcours illustre la continuité entre militantisme social et responsabilité gouvernementale. Issue de l'immigration ouvrière, elle incarne une conception exigeante du service public, fondée sur la loyauté collective, le sens de l'intérêt général et la primauté du cadre national. Cette culture politique issue du sionisme socialiste marquera durablement les dirigeants israéliens des décennies suivantes, de David Ben Gourion à **Shimon Peres** et **Yitzhak Rabin**, inscrivant le travaillisme au cœur de l'histoire politique d'Israël.

Un siècle de sionisme*

*Les dates correspondent aux dates d'émergence des courants



Le sionisme religieux

Le sionisme religieux émerge à la fin du XIX^e siècle dans le sillage du mouvement sioniste naissant. Alors que Theodor Herzl et les premiers congrès sionistes donnent une forme politique moderne à l'aspiration nationale juive, une question traverse le monde rabbinique : le retour à Sion peut-il être initié par l'action humaine avant l'avènement messianique ? Pour une partie du monde rabbinique, l'exil relève d'un décret divin que seule

l'intervention divine peut clore. D'autres, au contraire, voient dans l'éveil national une étape historique inscrite dans le temps long d'Israël. C'est dans ce débat que se constitue le sionisme religieux. Ce courant ne rejette ni la modernité politique ni l'organisation institutionnelle du projet sioniste. Il cherche à les inscrire dans une continuité théologique. Le retour sur la terre d'Israël, le développement agricole, la renaissance de l'hébreu et la structuration d'institutions

nationales ne sont pas perçus comme des ruptures avec la tradition, mais comme les prémices d'un processus de rédemption.

La fondation du mouvement Mizrahi en 1902 formalise cette synthèse entre fidélité à la halakha et engagement actif dans le mouvement sioniste. Après la création de l'État en 1948, puis plus encore après 1967, le sionisme religieux acquiert une influence croissante dans la société israélienne. Il développe une lecture dans laquelle la

« Ce courant ne rejette ni la modernité politique ni l'organisation institutionnelle du projet sioniste »

souveraineté juive ne constitue pas seulement une réponse politique à la situation des Juifs en exil, mais une étape significative de l'histoire d'Israël. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Le sionisme dans les textes de Dominique Bourel. CNRS Éditions



Le philosophe et historien Dominique Bourel s'est plongé dans les textes fondateurs du sionisme pour comprendre, à la source, la grande histoire du sionisme. On y croise Herzl, Buber, Borokhov, Jabotinsky, Weizmann et Nordau. Un livre essentiel.

Le sionisme d'Ilan Greilsammer. Aux Éditions Que sais-Je ?

Professeur à l'université Bar-Ilan de Tel Aviv, Ilan Greilsammer retrace dans cet ouvrage synthétique un siècle d'histoire politique et intellectuelle du sionisme et ses différents courants. Il évoque les défis du sionisme religieux, né dans le sillage de la pensée du rav Kook.



Les grandes figures

Schmouel Mohilever (1824-1898) compte parmi les premiers rabbins à soutenir activement le mouvement sioniste naissant. Cofondateur du Mizrahi au tournant du XX^e siècle, il affirme dès la fin du XIX^e siècle que l'engagement politique en faveur du retour à Sion n'est pas incompatible avec la fidélité à la halakha. Il pose ainsi les bases d'une participation religieuse organisée au projet sioniste. Au début du XX^e siècle, **Avraham Itshak Kook (1865-1935)**, plus



DR Schmouel Mohilever

connu sous le nom de Rav Kook, donne au courant sa profondeur théologique. Installé en Palestine mandataire, premier grand rabbin ashkénaze du Yishou, il développe une synthèse ambitieuse entre tradition et renaissance nationale. Pour lui, le mouvement sioniste, y compris dans ses expressions laïques, participe à un processus historique interprété comme porteur d'une signification spirituelle.

Après 1967, son fils **Zvi Yehuda Kook** prolonge et systématise cette lecture. Il donne à l'État d'Israël et à ses transformations territoriales une portée religieuse explicite, considérant que la souveraineté retrouvée constitue une étape majeure dans l'histoire du peuple juif.



DR Avraham Itshak Kook



DR Zvi Yehuda Kook

Un siècle de sionisme*

*Les dates correspondent aux dates d'émergence des courants

1896

Sionisme politique

Le retour à Sion comme solution à la question juive.

1898

Sionisme culturel

Faire d'Israël un centre culturel et éducatif du peuple juif.

1905

Sionisme socialiste

La reconstruction du peuple juif par le travail de la terre.

1910

Sionisme religieux

Le retour sur la terre d'Israël guidé par les valeurs du judaïsme.

1923

Sionisme révisionniste

L'État juif souverain assume sa puissance et sa force de dissuasion.

Le sionisme révisionniste

Le sionisme révisionniste naît dans les années 1920 d'un désaccord stratégique majeur au sein du mouvement sioniste. Là où le courant travailliste privilégie le pragmatisme progressif, la négociation et la construction sociale, le courant révisionniste revendique la clarté politique et la fermeté. Son fondateur, Vladimir Ze'ev Jabotinsky, refuse les illusions. Dans son texte fondateur, *Le Mur de fer* (1923), il affirme qu'aucun peuple n'accepte volontairement l'installation d'un autre sur sa terre. Espérer un accord immédiat avec les Arabes de Palestine serait, selon lui, une erreur d'analyse. La paix ne peut venir qu'après l'acceptation

irréversible d'une réalité: l'existence d'un État juif fort. Pour les penseurs de ce courant, la souveraineté ne se quémante pas. Elle s'impose par la détermination politique et par la capacité de défense. La sécurité précède la paix. La puissance garantit l'avenir. Cette approche repose sur une lecture tragique de l'histoire juive: sans force propre, le peuple juif demeure exposé. L'émancipation politique ne peut être partielle; elle doit être complète, assumée et protégée. Le courant revendique un État juif sur l'ensemble du territoire du mandat britannique, y compris les deux rives du Jourdain. Il prône également une économie libérale, rompant avec le socialisme dominant

du Yichouv. Il affirme aussi une vision plus individualiste du projet national: moins de collectivisme, plus de responsabilité personnelle, plus d'initiative privée. Longtemps marginalisé par l'establishment travailliste, le courant révisionniste s'incarne dans l'Irgoun puis, après la création de l'État, dans le mouvement politique Héroul. En 1977, l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin marque un tournant: la droite nationale devient centrale dans la vie politique israélienne. Ce basculement n'est pas seulement électoral. Il traduit une évolution profonde de la société israélienne, plus attentive aux questions d'identité, de sécurité et de

Pour lui, la souveraineté s'impose par la détermination politique et par la capacité de défense

continuité historique. Le sionisme révisionniste n'est pas une parenthèse. Il pose une question fondamentale, toujours actuelle: peut-on garantir l'existence juive sans force assumée? Après le 7-October, cette interrogation n'a rien de théorique. Elle rappelle que, pour ce courant de pensée, la paix n'est jamais un préalable mais un aboutissement - et qu'aucune souveraineté ne tient sans capacité de défense crédible. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Histoire de la droite israélienne de Marius Schattner. Éditions Complexe.

Sous-titré « De Jabotinsky à Shamir », l'ouvrage du journaliste franco-israélien Marius Schattner retrace les évolutions et les recompositions de la droite israélienne autour de ses trois sujets structurants: la sécurité, le territoire et l'identité. Il montre comment ce courant, puisant son inspiration dans le sionisme

révisionniste de Vladimir Ze'ev Jabotinsky, s'est imposé comme une force politique gouvernementale majeure, épousant aussi les aspirations de la société israélienne.



Histoire de ma vie de Vladimir Ze'ev Jabotinsky. Éditions Provinciales.

Traduite en français et présentée par Pierre Lurçat, l'autobiographie de Vladimir Ze'ev Jabotinsky raconte à la première personne, le parcours personnel, politique et intellectuel du théoricien du sionisme révisionniste. Inquiet par la montée des nationalismes en Europe, celui qui fut aussi journaliste et écrivain est convaincu que le peuple juif ne peut assurer sa survie sans souveraineté politique et capacité de défense. Il l'explique dans ce livre-manifeste, qui décrit également son concept de « mur de fer ».

Les grandes figures

Le sionisme révisionniste ne se limite pas à une ligne politique. Il s'enracine dans une vision culturelle et humaine du renouveau juif. **Vladimir Ze'ev Jabotinsky** est aussi un homme de lettres, traducteur de Dante, journaliste européen raffiné. Chez lui, le nationalisme juif s'inscrit dans une tradition libérale: État de droit, protection des minorités, dignité individuelle. Son révisionnisme n'est pas seulement territorial; il est civilisationnel. **Abba Ahimeir** apporte une tonalité plus militante. Il insiste sur la nécessité d'une élite prête

à assumer la responsabilité historique. Le peuple juif, selon lui, doit redevenir acteur de son destin.

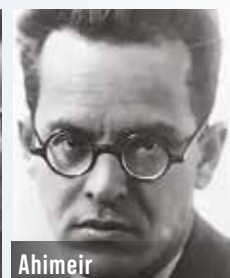
Le poète **Uri Zvi Greenberg**, quant à lui, donne au courant une profondeur existentielle. Son écriture exprime l'urgence du retour, la mémoire des

catastrophes européennes et l'exigence d'un ancrage national irréversible.

Le révisionnisme apparaît ainsi comme une culture politique complète: identité assumée, responsabilité historique, et volonté de normaliser la condition juive par la souveraineté.



Jabotinsky

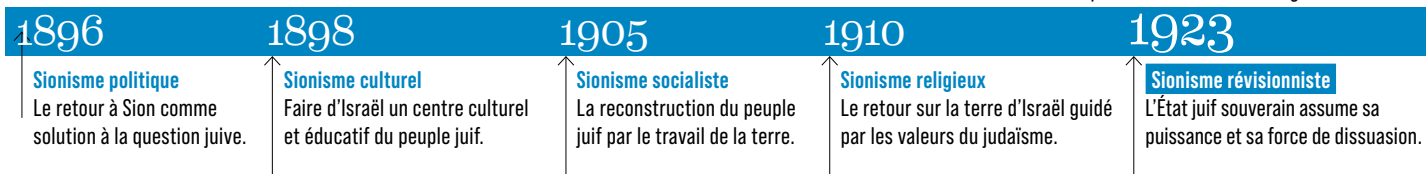


Ahimeir



Greenberg

Un siècle de sionisme*



A large, light blue, stylized tree graphic with a thick trunk and several branching limbs, positioned on the left side of the page.

La Grande Histoire du
Sionisme

